

des rapports inexacts, peuvent causer ce résultat, de rendre un verdict honnête sur les questions qui sont réellement soumise à son jugement.

Maintenant, qu'est-il résulté de tout ceci pour ces honorables messieurs? Eh bien! je vais le leur dire. En premier lieu, s'ils ont encore un peu de dignité, ils doivent se sentir humiliés et honteux de l'accueil qui leur a été fait dernièrement, et qu'ils savent avoir mérité.

Mais ils ont fait pire que cela; ils ont causé un tort immense au Canada, et ils ont mis en danger le succès des négociations futures par la ligne de conduite qu'ils ont eu la maladresse d'adopter.

J'observerai, en passant, que, dans ce cas comme dans plusieurs autres dont nous avons eu connaissance, je trouve la preuve la plus évidente de la sagesse de la proposition que le parti libéral a faite il y a longtemps, savoir: que le temps était arrivé où, dans l'intérêt du Canada, il nous fallait avoir un représentant à Washington, un représentant responsable au Canada, responsable au gouvernement canadien, qui avertirait ce dernier des changements survenant dans l'opinion des Américains, qui serait en état de le tenir au courant, ainsi qu'il devrait l'être, de tout ce qui se passe chez nos voisins. Tant que cela n'aura pas lieu, je dirai à l'honorable premier ministre qu'il est inutile pour lui de songer à entretenir des relations amicales, comme celles qui devraient exister entre nous et nos voisins.

Maintenant, je dirai qu'il n'y a qu'un seul moyen pour les honorables ministres de sortir d'embarras. Je prétends que leur langage, surtout celui que le premier ministre a tenu dans le discours cité par mon honorable ami, et qui n'est qu'une des nombreuses expressions employées par lui et d'autres au cours de la campagne électorale, je prétends, dis-je, que, vu que ces paroles contiennent, à mon avis, une insulte aux Etats-Unis, il était du devoir de celui qui les a prononcées—et il a avoué les avoir dites—de les désavouer et de les rétracter aussi publiquement qu'elles avaient été proférées.

Mais que fait-il? Nous le voyons chercher à les justifier, à les défendre, affirmant qu'il n'y avait rien qui ne fût de nature amicale dans sa manière d'agir, et osant exprimer l'espoir—car c'était là le sens de ses paroles—que les Etats-Unis, cette farouche démocratie, seraient bouleversés par la révolution, tandis que nous les regardions philosophiquement.

Ensuite, son second devoir, et celui-ci est important, suivant moi, était de déclarer à la chambre, clairement et distinctement, ce qu'il se propose de faire avec le gouvernement à Washington.

Je ne demande pas les petits détails, mais nous avons assurément le droit de connaître les lignes générales de la politique que le gouvernement se propose de suivre en cette occasion, et ce qu'il a l'intention de faire dans toute autre circonstance où il lui plaira d'envoyer quelqu'un en mission à Washington.

Jusqu'à ce jour, la politique du gouvernement n'est qu'une masse de contradictions. Nous voyons que notre politique a été proclamée dans une province, que même une politique a été préconisée dans une partie d'une province, et une autre politique dans une autre partie de la même province.

Nous voyons le président du conseil privé dire publiquement, de la manière la plus formelle, en réponse à mon discours sur la question, qu'il était opposé à la réciprocité dans les produits naturels.

Nous avons vu le secrétaire d'Etat, un membre influent du gouvernement, appartenant aussi à la même province, venir sur les hustings se séparer de ses collègues et déclarer que le tarif-McKinley était une calamité pour notre pays, et se prononcer en faveur de la réciprocité dans les produits naturels; et je crois qu'il a fait plus et qu'il a dit que, si cette réciprocité ne pouvait pas être obtenue par aucun autre moyen, il était disposé à considérer une proposition tendant à établir le commerce le plus libre possible.

Ensuite, vient le premier ministre, oui, le premier ministre lui-même, qui se hasarde à nouer des relations amicales avec des citoyens américains; nous l'avons vu adresser une lettre confidentielle à un citoyen américain, le priant de faire la cabale auprès des membres du congrès en sa faveur, de leur dire que le gouvernement canadien était prêt à—je vais lire ce qu'il disait:—

Que le gouvernement canadien est entièrement convaincu que le parlement du Canada sera prêt à abolir les droits sur le charbon, les minerais et le bois importés des Etats-Unis, quand le congrès admettra ces articles en franchise.

Ainsi, nous avons une preuve très plaisante de l'harmonie qui règne dans le gouvernement, et du caractère déterminé et permanent de sa politique—c'est ainsi que l'honorable monsieur la désigne.

Nous voyons aussi le ministre de la marine prenant publiquement le premier ministre à partie et déclarant qu'il était obligé de le faire, et qu'il lui apprendrait à ne pas jouer avec les grands intérêts des houillères. Il paraît que le ministre de la marine l'a refait, car le ministre fait encore partie du gouvernement.

Nous savons parfaitement bien dans tout le pays qu'on a donné privément l'assurance à certains hommes, dans presque chaque comté rural, que le gouvernement désirait la réciprocité. J'ai signalé le langage qui a été employé dans la presse, et j'ai signalé la raison donnée par le gouvernement au sujet de la dissolution du parlement. Nous voyons les ministres assurer à certains hommes qu'ils désiraient la réciprocité, et affirmer à d'autres qu'ils n'en voulaient pas du tout.

Nous avons la parole d'un homme bien connu de mes honorables amis, M. Cockshutt, je crois, de Brantford, qui a déclaré en ma présence qu'il avait reçu l'assurance des ministres que le gouvernement ne ferait pas de traité de réciprocité. Ensuite, vient la déclaration que les Etats-Unis ne voudraient pas de traité.

Eh bien! on m'a demandé sur vingt hustings s'il y avait raison de croire que les Etats-Unis feraient un traité. Des amis et des partisans de l'honorable monsieur m'ont dit qu'il n'y avait aucune chance d'obtenir un traité de réciprocité avec les Etats-Unis; cependant, ces messieurs déclarent qu'ils ont dissous les chambres, afin de pouvoir négocier un traité avec les Etats-Unis.

Quelques-uns d'entre eux nous ont dit qu'ils avaient la certitude de faire abroger le tarif-McKinley. J'ai lu cette assertion dans au moins vingt journaux conservateurs. Et d'autres nous ont dit, même dans cette chambre, je crois, que le tarif-McKinley était ce qui pouvait arriver de plus favorable pour le Canada, qu'il enseignerait au peuple à avoir confiance dans ses propres forces, qu'il ouvrirait de nouveaux marchés, particulièrement aux Antilles, et que son effet serait avantageux à notre pays.